

'A Surge of Nationalism?'

Les ressorts de l'hégémonie politique du SNP

Gilles LEYDIER
Université de Toulon
Laboratoire BABEL EA 2649
gilles.leydier@free.fr

Résumé

Le référendum sur l'indépendance de septembre 2014, bien loin de clore le débat sur le sujet, a engendré en Écosse une dynamique favorable à la cause de l'autonomie politique. Le Parti national écossais, qui était à l'origine de cette consultation objectivement perdue, a été de fait le principal bénéficiaire de l'engagement civique record observé lors de la campagne référendaire, profitant de l'occasion pour attirer en son sein de nombreux adhérents et asseoir sa domination sur la scène politique écossaise. Lors des élections législatives de mai 2015, cette dynamique s'est poursuivie et amplifiée en faveur des Nationalistes écossais, qui ont recueilli la moitié des suffrages et 95% des sièges à pourvoir, balayant dans des proportions inattendues la concurrence pour devenir pour la première fois et très largement le parti numéro un en Écosse. Désormais le SNP exerce un leadership à la fois électoral, militant et idéologique sans précédent sur tous les leviers de la scène politique écossaise. Cet article se propose d'analyser les ressorts de cette hégémonie politique nouvelle, et les perspectives qui en découlent. Il mettra en avant trois éléments essentiels du nouveau paysage politique écossais : la fin de la distinction entre les scrutins aux Parlements de Westminster et de Holyrood en termes de comportement électoral ; l'éclatement du système partisan à l'échelle britannique et la « sécession » politique de l'Écosse ; enfin le remplacement de l'hégémonie historique du *Labour* par celle du SNP, à propos de laquelle plusieurs éléments explicatifs à la fois conjoncturels et structurels seront développés.

Abstract

Far from bringing an end to the independence debate, the September 2014 referendum has engendered a positive environment in Scotland for the cause of political autonomy. Indeed, the Scottish National Party, which was behind this consultation, recognised now as lost, has been the main beneficiary of a record level of civic engagement as witnessed during the referendum campaign. The SNP has taken advantage of this opportunity to attract many new members and to reinforce its dominance of the Scottish political scene. At the May 2015 General Election, this momentum continued and grew to the advantage of the SNP, who received half of all votes and 95% of all available seats, sweeping away the opposition by an unexpectedly large majority and so for the first time becoming overwhelmingly the leading political party in Scotland. From now on the SNP is taking electoral, militant and ideological control of the Scottish political scene. This article aims to analyse the reasons for this new political hegemony and its ensuing prospects. It will put forward three essential elements of the new Scottish political scene: the end of the distinction between Westminster and Holyrood parliamentary elections in terms of voter behaviour; the break-up of the party system in the United Kingdom and Scotland's political "secession"; and finally, the replacement of the historic hegemony of the Labour Party by that of the SNP. These themes will be developed in

a number of explanatory points which aim to bring out the cyclical and structural aspects of the question.

Mots-clés : Écosse – nationalisme – dévolution – autonomie - indépendance –référendum – élections législatives – Parti national écossais – Parti travailliste

Keywords: Scotland – nationalism – devolution – autonomy – independence – referendum – General Election – Scottish National Party – Labour Party

Plan

Introduction

La fin de la distinction entre les élections à Westminster et celles à Holyrood

L'éclatement du système partisan à l'échelle britannique

Le remplacement de l'hégémonie politique historique du Labour par celle du SNP

Le déclin travailliste en Écosse

L'accélération de la campagne référendaire

Le basculement des '*Labour Yesses*'

Conclusion

Introduction

Les élections législatives de mai 2015 dernier ont débouché sur un paysage politique profondément chamboulé et inédit à l'échelle écossaise comme britannique. La victoire totale des Nationalistes en Écosse, mais aussi l'effondrement concomitant du *Labour* dans ce bastion historique et son impuissance à réaliser l'alternance à l'échelle britannique, l'écrasement des Libéraux-démocrates sur l'ensemble du territoire britannique et leur retour à un niveau de popularité comparable à celui des années 1960, enfin la montée en puissance d'un nationalisme anglais eurosceptique s'exprimant notamment à travers la forte progression en voix de Ukip, tous ces éléments ont contribué à faire de ce vote un scrutin historique.

Dans le cas de l'Écosse le référendum sur l'indépendance de septembre 2014, bien loin de clore le débat sur le sujet, a engendré une dynamique favorable à la cause de l'autonomie politique. Le *Scottish National Party*, qui était à l'origine de cette consultation objectivement perdue, a été de fait le principal bénéficiaire de l'engagement civique record observé lors de la campagne référendaire, profitant de l'occasion pour attirer en son sein de nombreux nouveaux adhérents et asseoir sa domination sur la scène politique écossaise, ce qui fait paradoxalement des Nationalistes écossais les véritables vainqueurs du référendum. Lors des dernières élections législatives britanniques de mai 2015, cette dynamique s'est poursuivie et amplifiée en faveur des Nationalistes écossais, qui ont recueilli la moitié des suffrages et la quasi-intégralité des sièges à pourvoir, balayant dans des proportions inattendues la concurrence pour devenir, pour la première fois et très largement, le parti numéro un en Écosse. Le SNP exerce aujourd'hui sur la scène politique écossaise un leadership sans précédent, qu'il s'agit de décrypter dans sa triple dimension électorale, idéologique et militante.

La fin de la distinction entre les élections à Westminster et celles à Holyrood

Le premier aspect de ce « tsunami politique » qu’ont constitué les élections législatives de mai 2015 en Écosse, est l’alignement apparent des comportements électoraux lors des élections au Parlement britannique (Westminster) sur celles des élections au Parlement écossais (Holyrood).

Traditionnellement depuis la mise en route du Parlement écossais en 1999, les élections écossaises au Parlement de Holyrood étaient centrées autour d’enjeux économiques et sociaux spécifiques à l’Écosse, alors que les élections au Parlement de Westminster avaient une dimension britannique, dominées par la rivalité entre les partis de gouvernement à l’échelle du Royaume-Uni et le choix du futur Premier ministre britannique. Ainsi lors des élections législatives précédentes de 2005 et 2010, le SNP avait réalisé des résultats assez modestes, à savoir un peu moins de 18% des voix et 6 sièges (sur 59) en 2005, et pratiquement 20% des voix et toujours 6 sièges (sur 59) en 2010. Ces résultats moyens à l’échelle britannique ne l’avaient pas empêché de remporter les élections parlementaires écossaises qui suivirent : en 2007, pour un siège de majorité (47 contre 46 aux Travailleurs) et 31% des voix, puis en 2011, avec une majorité record de 69 sièges (sur 129) et 45,4% des suffrages avec 45% au scrutin majoritaire *First Past The Post* (FPTP) et 44% au scrutin de liste à la proportionnelle (cf. tableaux 1 & 2).

Tableau 1

Évolution comparée des résultats du Parti travailliste et du Scottish National Party en Écosse depuis 1997 : Élections législatives au Parlement britannique de Westminster / Élections décentralisées au Parlement écossais de Holyrood (scrutin majoritaire)

En %	1997 West- minster	1999 Holy- rood	2001 West- minster	2003 Holy- rood	2005 West- minster	2007 Holy- rood	2010 West- minster	2011 Holy- rood	2015 West- minster
Labour	45,6	38,8	43,9	34,6	39,5	32,2	42,0	31,7	24,3
SNP	22,1	28,7	20,1	23,8	17,7	32,9	19,9	45,4	50,0

Source : www.electoralcommission.org.uk

Tableau 2

Évolution comparée des résultats du Parti travailliste et du Scottish National Party aux élections au Parlement écossais de Holyrood depuis la mise en place de la dévolution

		1999	2003	2007	2011
Labour	% de voix (scrutin majoritaire)	38,8	34,6	32,2	31,7
	% de voix (scrutin de liste)	33,6	29,3	29,2	26,3
	nombre de sièges (/129)	56	50	46	37
SNP	% de voix (scrutin majoritaire)	28,7	23,8	32,9	45,4
	% de voix (scrutin de liste)	27,3	20,9	31,0	44
	nombre de sièges (/129)	35	27	47	69

Source : www.electoralcommission.org.uk

L’important est que jusqu’aux dernières élections législatives de mai dernier et depuis la mise en route de la dévolution en 1999, les Écossais avaient alors manifesté un comportement électoral que l’on peut qualifier de « dichotomique », favorisant l’idée d’une présence nationaliste (plus ou moins) forte à Édimbourg, tout en considérant les élections à Westminster comme un choix principalement entre partis britanniques. Soit une sorte de « split-ticket » assumé par l’opinion écossaise.

Cette distinction structurelle a été balayée lors des dernières élections législatives, qui ont reproduit le schéma des élections écossaises de 2011, en amplifiant encore le résultat en faveur du SNP. Incontestablement le référendum sur l’indépendance de septembre 2014 et l’extraordinaire dynamique de mobilisation citoyenne pendant la campagne ont servi de catalyseur à ce changement. En même temps la montée en puissance du SNP en Écosse est manifeste depuis les élections écossaises de 2007, qui ont vu le Parti nationaliste prendre progressivement le contrôle des circonscriptions électorales par le système majoritaire à un tour, au détriment des Travaillistes écossais (cf. tableaux 1 & 2).

L’éclatement du système partisan à l’échelle britannique

Un deuxième élément important a trait au système de partis britannique, qui fonctionne comme cadre de référence en termes de comportement électoral à l’échelle du Royaume-Uni (ou au moins de la Grande-Bretagne), et sert à intégrer les demandes politiques à la fois centrales et territoriales. Ce système partisan relativement uniforme a volé en éclats lors du scrutin de mai 2015, qui a débouché sur des fractures territoriales inédites à l’échelle britannique.

En effet, s’il est plutôt rare qu’un même parti obtienne la majorité de sièges dans chacune des trois nations qui forment la Grande-Bretagne – la dernière consultation de ce type étant celle de 2005 correspondant au dernier succès du *New Labour* de Tony Blair – les élections législatives récentes ont débouché sur un paysage électoral particulièrement fragmenté.

Ainsi en Angleterre les Conservateurs sont globalement dominants, mais ce leadership est particulièrement manifeste dans le sud – Londres excepté – et l’est du pays, où Ukip constitue pour le parti de David Cameron la principale menace électorale. Tandis que le Nord urbain et (post)industriel continue d’être dominé par les Travailleurs, eux-aussi de plus en plus concurrencés par Ukip dont le message séduit l’électorat ouvrier et populaire. Au Pays de Galles, fief historique des Travailleurs, ces derniers demeurent largement majoritaires avec plus de 60% de la représentation, devançant largement les Conservateurs, tandis que Ukip progresse sensiblement et que l’influence des régionalistes gallois se limite au Nord-ouest galloisant. Enfin en Écosse, où Ukip demeure marginal, ce sont désormais les pro-indépendantistes du SNP qui sont à l’avant-scène, majoritaires en suffrages et hégémoniques en sièges. Sans parler de l’Irlande du Nord, où, comme lors des précédents scrutins, la compétition électorale s’est faite autour d’enjeux spécifiques (appartenance communautaire, attitude par rapport à l’avenir constitutionnel de la province) déconnectés de la campagne nationale britannique, et encadrée par des partis locaux (UUP, DUP, SDLP, Sinn Fein notamment).

L’Écosse constitue évidemment l’illustration la plus remarquable de cette territorialisation du système partisan britannique. En effet si l’influence du parti de David Cameron est – depuis les années Thatcher – faible en Écosse, le vote anti-conservateur trouvait jusqu’alors son expression au profit des autres partis britanniques (les Libéraux-démocrates, et surtout les Travailleurs), intégrés au système politique britannique. Or en donnant un quasi-monopole de la représentation électorale au *Scottish National Party*, l’Écosse a envoyé un signal clair aux institutions centrales, se plaçant symboliquement à la marge voire en dehors du système britannique. Lors des élections de mai 2015, la population a exprimé une forme de sécession électorale, en rupture brutale avec les institutions britanniques. Et l’Écosse est désormais une communauté politique clairement distincte du reste du Royaume-Uni.

Le remplacement de l’hégémonie politique historique du Labour par celle du SNP

Le troisième enseignement du scrutin de mai 2015 – le plus spectaculaire – concerne le système partisan spécifique à l’Écosse, qui demeure un système multi-partisan à parti dominant, mais dans lequel la supériorité historique du *Labour* a cédé la place à celle du *Scottish National Party*.

En Écosse les Travailleurs avaient en effet remporté toutes les élections législatives britanniques sans discontinuité depuis la fin des années 1950, y compris depuis l’avènement de la dévolution en 1999, où leur score lors des trois élections législatives successives de 2001 à 2010 s’était toujours situé entre 39% et 44% de voix (cf. tableau 3).

Tableau 3

Évolution comparée des résultats du Parti travailliste et du Scottish National Party aux élections législatives en Écosse depuis la fin des années 1950

		1959	1964	1966	1970	fév 74	oct 74	1979	1983	1987	1992
Labour	% de voix	46,7	48,7	49,9	44,5	36,6	36,3	41,5	35,1	42,4	39
	nombre de sièges	38 /71	43 /71	46 /71	44 /71	40 /71	41 /71	44 /71	41 /72	50 /72	49 /72
SNP	% de voix	0,8	2,4	5	11,4	21,9	30,4	17,3	11,8	14	21,5
	nombre de sièges	0 /71	0 /71	0 /71	1 /71	7 /71	11 /71	2 /71	2 /72	3 /72	3 /72

		1997	2001	2005	2010	2015
Labour	% de voix	45,6	43,9	39,5	42,0	24,3
	nombre de sièges	56 /72	56 /72	41 /59	41 /59	1 /59
SNP	% de voix	22,1	20,1	17,7	19,9	50,0
	nombre de sièges	6 /72	5 /72	6 /59	6 /59	56 /59

Source : www.electoralcommission.org.uk

Aux élections législatives de 2010 le résultat du Parti travailliste en Écosse était encore très bon : avec 42% des voix, le *Labour* était une nouvelle fois arrivé largement en tête, obtenant plus du double du score des Nationalistes écossais, placés en deuxième position avec un peu moins de 20% des suffrages. Et avec 41 députés sur 59, les Travaillistes continuaient de détenir 70% de la représentation écossaise à Westminster, contre 10% seulement pour le SNP (cf. tableau 3).

Le contraste avec le dernier scrutin de mai 2015 est brutal : par rapport à 2010, les Travaillistes ont perdu près de 20 points pour tomber à 24% des suffrages, soit moins de la moitié du score des Nationalistes, qui ont pour leur part gagné 30 points et atteint la barre symbolique des 50% des suffrages, soit un résultat jamais obtenu en Écosse depuis le scrutin de 1955 qui avait marqué le pic électoral du Parti conservateur avant son long déclin. En termes de sièges le résultat est encore plus cruel pour les Travaillistes, qui perdent 40 sièges et se retrouvent avec un seul député écossais aux Communes (à l’image des Conservateurs et des Libéraux-démocrates), tandis que le SNP profite à fond de l’effet multiplicateur du scrutin FPTP pour obtenir 56 des 59 sièges à pourvoir, soit 95% de la représentation écossaise à Westminster, un résultat difficilement envisageable auparavant et jamais atteint par aucun parti dans l’histoire électorale écossaise.

Ainsi lors des législatives de mai 2015 le parti désormais dirigé par la *First Minister* Nicola Sturgeon a balayé les derniers feux de la domination historique des Travaillistes sur la scène politique écossaise. Que ce soit au niveau de la gestion des affaires de l’Écosse comme à celui de la représentation de celle-ci sur la scène britannique, le SNP est désormais définitivement le principal parti écossais, celui du pouvoir en place, qui donne le tempo du débat politique et incarne le présent comme l’avenir d’une Écosse à la fois postindustrielle et en quête de toujours plus d’autonomie par rapport à Londres. En quelques années un nouvel *establishment* politique nationaliste s’est en quelque sorte progressivement substitué à l’ancien État territorial travailliste, qui était encore dominant au milieu des années 2000.

Il convient d'analyser cette passation de pouvoir entre deux forces politiques présentant par ailleurs de fortes similitudes : un même *broad appeal* caractéristique d'un parti de type « attrape-tout », un même positionnement politique au centre-gauche, c'est-à-dire au centre de gravité de l'opinion écossaise, une même revendication de valeurs social-démocrates relativement consensuelles, un agenda redistributif et des promesses en termes de justice sociale comparables, enfin un objectif politique ultime séduisant quoique relativement flou, « l'indépendance » s'étant substitué au « socialisme ».

Pourquoi et comment s'est opéré ce transfert de popularité entre ces deux formations ancrées dans l'histoire contemporaine de l'Écosse et en concurrence directe pour la conquête de « l'âme nationale » ?

Il s'agit de fait d'un processus progressif, marqué par les étapes importantes des élections parlementaires écossaises 2007 et 2011, et que la période récente, dominée notamment par la campagne référendaire, a accéléré, créant en quelque sorte un phénomène de vases communicants entre les deux formations, siphonnant les réserves électorales du Parti travailliste tandis que, de façon concomitante, la capacité d'attraction des Nationalistes ne cessait de progresser dans l'opinion.

Le déclin travailliste en Écosse

La main mise politique des Travaillistes – grands artisans de la mise en place de la dévolution institutionnelle – semblait encore presque totale au milieu des années 2000. Au pouvoir sans discontinuer à Édimbourg (depuis 1999) comme à Londres (depuis 1997), le *Labour* pouvait s'appuyer sur son réseau d'élus territoriaux et la légitimité que lui conférait sa gestion des affaires écossaises tout en revendiquant son lien privilégié avec un gouvernement britannique de même coloration politique. Lors des élections législatives de 2005, dans un scrutin qui avait vu le nombre de circonscriptions écossaises réduit de 72 à 59, les Travaillistes avaient certes perdu quatre points par rapport à 2001 – sans que cela ne profite au SNP d'ailleurs – mais ils conservaient l'essentiel de la représentation écossaise aux Communes et pouvaient continuer de revendiquer le statut officieux de porte-parole de l'Écosse à Westminster (cf. tableau 3).

Cependant les élections décentralisées de 2007 allaient apporter un début de renversement de tendance. La victoire surprise du SNP, devançant les Travaillistes d'un seul siège (47 contre 46), battait pour la première fois en brèche l'idée de l'inéluabilité de la domination électorale travailliste. Rempporté d'extrême justesse et grâce au deuxième scrutin de liste à la proportionnelle où le SNP devançait le Labour de deux points (cf. tableau 2), ce succès devait beaucoup aux réformes de structure internes au Parti nationaliste entreprises à partir de 2004 sous la direction de John Swinney et allant dans le sens d'une plus grande professionnalisation du parti, ainsi qu'à l'équation personnelle de son leader et *First Minister* potentiel Alex Salmond. Ce dernier allait par la suite gérer avec beaucoup d'habileté politique la situation de gouvernement minoritaire issue des élections puis proposer une gestion de l'Écosse au quotidien à la fois efficace au plan économique et relativement consensuelle au plan idéologique, crédibilisant l'idée d'une alternance possible à la traditionnelle gouvernance travailliste dans les affaires locales. Ainsi beaucoup plus que par leur projet d'indépendance, c'est par leur compétence gestionnaire manifestée à la tête des institutions décentralisées et

l’expertise politique de leur leader que les Nationalistes allaient renforcer leurs positions électorales en Écosse lors de la période 2007-2011, en prélude à leur réélection triomphale lors des élections au Parlement de Holyrood de 2011.

Entre temps à l’occasion des élections législatives de 2010, le Parti travailliste britannique conduit par l’Écossais Gordon Brown avait réussi à maintenir ses positions en Écosse, gardant un même écart significatif de 22 points par rapport au SNP au scrutin FPTP, conservant le même total de sièges (41 sur 59) et la main mise sur la représentation écossaise aux Communes. Le partage des tâches semblait se confirmer en Écosse entre Travaillistes dominants à Westminster et Nationalistes majoritaires à Holyrood.

Pourtant la défaite de Gordon Brown et la fin de règne du *Labour* après treize ans de pouvoir allaient précipiter la perte d’influence des Travaillistes écossais. Car ceux-ci ne pouvaient plus désormais se prévaloir de leur relation privilégiée avec le centre du système politique pour défendre les intérêts de l’Écosse au niveau britannique. Parallèlement les Nationalistes écossais s’emparaient du statut d’opposant principal au gouvernement de coalition et aux politiques d’austérité conduites par Londres, offrant au quotidien un contre-modèle à la gestion conservatrice tout en blâmant celle-ci pour les difficultés écossaises. Cette double posture allait asseoir la domination du SNP sur la scène écossaise et déboucher sur l’« extraordinaire » résultat de 2011, où pour la première fois dans l’histoire du Parlement écossais un parti parvenait à obtenir à lui seul la majorité absolue des sièges (69 sur 129), donnant au SNP la légitimité politique pour engager avec la population une « conversation nationale » sur l’avenir institutionnel de l’Écosse et négocier avec le gouvernement britannique l’organisation d’un référendum sur cet enjeu crucial.

Si le déclin travailliste trouve structurellement son origine dans une certaine lassitude de l’opinion face à une domination électorale très ancienne et historiquement liée à un mode de production – industriel – désormais révolu, en même temps que dans la crédibilité nouvelle d’une alternative incarnée par un SNP positionné sur des valeurs politiques comparables, il trouve aussi ses racines dans d’autres facteurs.

Un premier élément d’explication tient selon nous au personnel politique travailliste. De façon peut-être surprenante la mise en route de la dévolution en Écosse n’a pas débouché sur l’investissement des institutions décentralisées par l’élite des élus travaillistes écossais, à l’exception notable de Donald Dewar, architecte de la dévolution et premier *First Minister* écossais, dont l’expérience à la tête de la nouvelle Écosse autonome fut malheureusement brutalement interrompue. À l’image de Gordon Brown, Robin Cook ou George Robertson, les figures majeures du *Labour* en Écosse ont préféré être élus à Westminster et occuper le devant de la scène politique britannique, donnant d’ailleurs une coloration très écossaise aux gouvernements *New Labour* successifs. En conséquence les dirigeants travaillistes écossais post-dévolution ont souvent été des hommes ou des femmes politiques de second rang, qui ont eu à subir la concurrence de dirigeants nationalistes ambitieux et présentant des garanties largement égales en matière de compétence et de professionnalisme. Au niveau du leadership le *First Minister* travailliste Jack McConnell (à la tête de l’exécutif écossais de 2001 à 2007) a personnellement beaucoup souffert – en termes de charisme et de crédibilité notamment – de la comparaison avec son rival Alex Salmond, qui lui a succédé à ce poste à partir de 2007.

Par ailleurs à l'échelon britannique l'accession de Gordon Brown à la tête du *Labour* en 2007 a certes constitué une bonne nouvelle pour la cause des Travailleurs écossais, en raison de la popularité personnelle importante de ce dernier en Écosse. Lors des élections législatives de 2010, la présence de Brown comme Premier ministre sortant – plutôt que celle de Blair, jugé trop libéral et discrédité par l'engagement britannique lors de la guerre d'Irak – a contribué à maintenir avantagement les positions du Parti travailliste en Écosse. Et la campagne référendaire, au cours de laquelle Brown est intervenu de façon significative lors des derniers jours afin de convaincre l'électorat travailliste indécis à refuser l'indépendance a encore montré son influence sur la scène écossaise et la forme de respect qui l'entoure dans l'opinion.

Cependant la chute de Brown aux législatives de 2010 et son retrait progressif des affaires ont aussi entraîné un contrecoup pour le camp travailliste écossais. Les élections législatives de 2015, où Brown ne se présentait pas, ont marqué la fin de son parcours politique et aussi celle d'une époque pour une génération de députés travaillistes écossais qui représentaient des figures majeures au sein du *Labour* britannique. Le successeur de Brown à la tête du Parti travailliste, Ed Miliband, a eu par contraste peu d'impact en Écosse et des difficultés certaines à se faire entendre auprès de l'opinion, ce qui a contribué à la défaite électorale cuisante du *Labour*. À la veille du scrutin 23% seulement des Écossais se disaient satisfaits à la fois d'Ed Miliband et de Jim Murphy – le leader des Travailleurs en Écosse – alors que 51% des Écossais exprimaient une opinion positive sur l'action de Nicola Sturgeon, chef du SNP et *First Minister* écossaise.

Une deuxième explication de fond au déclin des Travailleurs tient à leur positionnement idéologique par rapport à l'enjeu de l'autonomie politique, qui est devenu le thème central du débat écossais à la fin des années 2000 et particulièrement après 2011 et la reconduction triomphale du SNP au pouvoir. Car d'une part les Travailleurs écossais ont été – parmi les trois grands partis unionistes – les plus réticents à accepter l'idée d'une accélération du processus de dévolution, visant à donner toujours plus de compétences en matière économique et sociale au Parlement de Holyrood pour aller vers la solution dite de la 'dévo-max', que l'opinion écossaise appelait majoritairement de ses vœux selon les sondages. Les différentes propositions d'évolution institutionnelle avancées par les partis britanniques lors de la deuxième moitié des années 2000 ont clairement montré la frilosité des Travailleurs écossais sur ce point, y compris par rapport aux Partis conservateurs et libéraux-démocrates écossais. Et d'autre part, confrontés à la grande « conversation nationale » sur l'avenir institutionnel de l'Écosse voulue par le SNP à partir de 2011, les Travailleurs écossais ont eu beaucoup de mal à proposer un discours politique à la fois positif et progressiste sur l'Union britannique, ce que la campagne référendaire a également illustré, à la notable exception de l'intervention de Gordon Brown peu avant le scrutin décisif.

Le contraste est en effet frappant entre les premières années de mise en route de la dévolution sous l'impulsion du *Labour* caractérisées par un discours travailliste optimiste et de progrès, vantant le changement institutionnel amorcé et valorisant l'Union anglo-écossaise comme un partenariat original et unique ; et par ailleurs la rhétorique essentiellement négative et de nature défensive, articulée contre l'idée d'indépendance écossaise et de séparation coûteuse, qui a prévalu lors des dernières années et pendant la campagne référendaire chez les dirigeants travaillistes écossais. Pour résumer, en quelques années le discours des dirigeants

travailleurs sur cet enjeu majeur est passé de *'The United Kingdom as a partnership for social justice'* à *'Divorce is an expensive business'*.

L'accélération de la campagne référendaire

Par rapport à ce dernier élément, la campagne précédant le référendum sur l'indépendance, longue de pratiquement deux ans, a eu pour effet d'amplifier cette forme d'impasse travailliste et accéléré leur recul en Écosse. Car les Travaillistes écossais, dépourvus de toute autonomie par rapport à la ligne du *Labour* londonien, se sont retrouvés totalement engagés dans le camp unioniste de l'organisation *Better together* – dirigé par le travailliste Alistair Darling – associés pour l'occasion aux formations de la coalition gouvernementale et notamment au Parti conservateur de David Cameron, objet de toutes les récriminations en Écosse. Tandis que le SNP pouvait tout à la fois faire valoir son projet d'émancipation politique pour l'Écosse et se positionner comme une alternative aux politiques d'austérité du gouvernement londonien, les Travaillistes écossais étaient engagés dans la défense de l'Union britannique aux côtés des Conservateurs et des Libéraux-démocrates, ce qui ne pouvait que brouiller leur message de parti d'opposition au gouvernement de coalition.

Par ailleurs la très longue campagne référendaire a entraîné une polarisation extrême de la société écossaise autour des paradigmes unioniste et indépendantiste, devenus les catégories principales du débat politique. La dynamique forte du camp du « oui » à l'indépendance et sa montée en puissance au fil des semaines précédant le référendum ont attiré vers le camp nationaliste à la fois des électeurs auparavant peu mobilisés (jeunes, chômeurs) et d'autres ne faisant pas partie des soutiens traditionnels du SNP, mais venus d'autres horizons politiques, écologistes, socialistes radicaux, libéraux-démocrates et travaillistes. La campagne référendaire a été l'occasion d'un *big bang* d'engagements, de débats et d'initiatives, contribuant à la démocratisation et à la dynamisation du débat politique, secouant fortement la société écossaise en termes de genre (en une sorte de défi au machisme traditionnel de la vie politique écossaise)¹ de génération (de par l'afflux de jeunes Écossais dans le débat politique et la participation électorale des 16-18 ans) et au plan géographique (en ne le limitant plus au *Central Belt*, bastion traditionnel du *Labour*).

Cette mobilisation s'est structurée à la fois positivement autour de l'affirmation d'une identité politique écossaise spécifique, et aussi négativement par l'expression d'un discours de ressentiment à l'égard de Londres et des élites politiques britanniques. Cette dynamique s'est prolongée au lendemain du scrutin référendaire dans la campagne des législatives qui s'est immédiatement enclenchée, et s'est exprimée contre les partis britanniques dans leur ensemble et en faveur du SNP lors des élections de mai 2015. À cette occasion on a pu d'ailleurs noter que le taux de participation en Écosse a été en forte hausse par rapport aux précédentes législatives de 2010 (+ 8 points) et nettement au-dessus de la moyenne britannique (+ 5 points, alors que l'Écosse était toujours en-dessous de la moyenne britannique depuis 1979).

¹ À ce propos on peut noter que les dirigeants des trois partis politiques les plus importants en Écosse sont désormais des femmes, à savoir Nicola Sturgeon (chef du gouvernement écossais et leader du SNP), Kezia Dugdale (qui a succédé à Jim Murphy à la tête des Travaillistes écossais après la déroute des législatives) et Ruth Davison (pour les Conservateurs écossais).

Enfin la campagne des législatives elle-même a développé sa propre dynamique, contribuant à renforcer la perte d'attractivité des Travaillistes en Écosse parallèlement à la domination du SNP, qui est désormais de très loin le parti le plus puissant et le mieux organisé sur la scène électorale². En effet dans son programme, le Labour n'a pas mis en avant de rupture marquante avec les politiques d'austérité du gouvernement de coalition sortant, accréditant la perception d'une faible indifférenciation idéologique entre les Conservateurs et les Travaillistes, souvent désignés en Écosse comme '*red Tories*'³. Une partie importante de l'électorat écossais s'est trouvée confortée dans l'idée que le SNP, beaucoup plus que le *Labour*, était désormais le parti qui exprimait le mieux la différence écossaise non seulement au sein du cadre institutionnel britannique, mais aussi sur le terrain de la justice sociale et de la défense de l'État-providence, la formation de Nicola Sturgeon étant perçue à la fois comme la plus « pro-Écosse », mais aussi la plus « anti-austérité ». Le calcul tactique du *Labour* britannique pendant la campagne, synthétisé par le slogan négatif '*vote SNP, get Tories*', selon lequel l'élection d'un nombre important de députés nationalistes aurait pour conséquence le maintien des Conservateurs de David Cameron au pouvoir à Londres, a eu peu d'impact auprès de la population écossaise, et notamment auprès des électeurs travaillistes traditionnels. Il a été très largement contrebalancé par le message électoral du SNP, selon lequel ce dernier pourrait constituer le ballast progressiste d'un gouvernement travailliste minoritaire, un argument particulièrement bien perçu par les électeurs travaillistes écossais, largement favorables à un pacte *Labour*-SNP à l'échelle britannique pour éjecter les Conservateurs du pouvoir à Londres.

Le basculement des '*Labour Yesses*'

Il convient d'analyser plus en détail ce basculement de nombreux électeurs travaillistes en faveur du camp nationaliste. Ainsi lors du référendum de septembre 2014, environ un tiers de l'ensemble des électeurs travaillistes ont enfreint les consignes de leur parti, votant « oui » à l'indépendance. Et lors des élections législatives de mai 2015, le SNP a récupéré les voix d'environ 80% des électeurs qui avaient choisi l'indépendance en septembre 2014, engrangeant notamment le soutien de plus des deux-tiers des électeurs travaillistes qui avaient voté « oui » lors du référendum. Quels sont le profil et les motivations de cet électorat stratégique?

Selon les différentes enquêtes d'opinion ces '*Labour Yesses*' apparaissent comme un bloc relativement cohérent. D'une part, ces électeurs se caractérisent par la revendication d'une force identité écossaise, 80% d'entre eux se considérant écossais et non britanniques en cas de choix forcé entre les deux identités contre 58% pour la moyenne de la population écossaise. D'autre part, au plan constitutionnel, ils sont beaucoup moins modérés que la ligne officielle

² Après le référendum sur l'indépendance, le SNP a en quelques semaines multiplié par quatre le nombre de ses adhérents, passant de 25.000 environ à plus de 100.000, ce qui fait désormais de lui le troisième parti à l'échelle britannique – derrière les Conservateurs et les Travaillistes, mais devant les Libéraux-démocrates, Ukip ou les écologistes – et une formation quantitativement plus forte à elle seule que la somme des branches écossaises des trois grands partis britanniques réunis. Le SNP est désormais beaucoup plus présent sur l'ensemble du territoire, bien mieux implanté et financièrement nettement plus armé que ses rivaux écossais.

³ Tous les sondages d'opinion confirment que le SNP est désormais nettement plus crédible que le Parti travailliste en matière de justice sociale : ainsi en 2015 55% de l'électorat écossais considérait que le SNP était vraiment en faveur d'une société plus égalitaire, alors que seulement 14% de l'opinion écossaise pensait la même chose au sujet des Travaillistes.

travailliste, globalement convaincus que les propositions de la Commission Smith sur la prochaine étape de la dévolution étaient trop frileuses, et favorables à ce que l’Écosse ait plus d’autonomie en matière sociale et fiscale, et mette par exemple en place ses propres taux d’imposition sur les entreprises. Une divergence importante avec Londres et le programme du Parti travailliste apparaît par ailleurs sur la question du maintien du programme d’armement nucléaire Trident en Écosse : ainsi 72% des « séparatistes » travaillistes souhaitent le démantèlement de Trident (contre 43% en moyenne pour la population écossaise), un enjeu qui est devenu très important dans le débat écossais dans la foulée de la campagne référendaire. D’une façon générale ces anciens électeurs travaillistes qui ont basculé vers le « oui » en septembre 2014 puis voté SNP en mai 2015, ont, plus que la moyenne écossaise, la perception du SNP comme un parti rassemblé – par opposition à la vision d’un Labour divisé – le plus à même de donner à l’Écosse une influence réelle à Westminster et d’obtenir un accord constitutionnel avec des pouvoirs accrus pour le Parlement de Holyrood, et offrant le plus de garanties pour défendre le système national de santé en Écosse.

Pour ces anciens soutiens du Parti travailliste comme pour la majorité de l’opinion écossaise, le SNP a clairement supplanté le *Labour*, devenant la formation la plus efficace et la plus crédible pour à la fois faire entendre la voix de l’Écosse à Londres et pour porter un message politique anti-conservateur, pro-environnemental et de défense des services sociaux.

Conclusion

A l’approche des futures échéances électorales qui vont voir le renouvellement du Parlement écossais en mai 2016, le *Scottish National Party* atteint un niveau de popularité record en Écosse, qui semble annonciateur d’un nouveau succès sans partage dans les urnes. L’autorité et la légitimité de son leader et *First Minister* apparaissent bien établies. L’action au quotidien du gouvernement écossais de coloration nationaliste suscite peu de critiques réelles au sein de l’opinion et continue de bénéficier du soutien enthousiaste des électeurs du SNP. Le parti de Nicola Sturgeon semble avoir encore creusé l’écart avec le Parti travailliste, dont les nouveaux leaders britannique (Jeremy Corbyn) et écossais (Kezia Dugdale) peinent à avoir un impact positif sur l’opinion, et il ne semble pas trop souffrir de la nouvelle concurrence constituée à sa gauche par le pôle radical *RISE (Respect, Independence, Socialism, Environment)*. Il peut toujours compter sur le soutien électoral de l’immense majorité des Écossais qui s’étaient prononcé pour le « oui » lors du référendum de 2014 et d’une petite minorité des Écossais unionistes.

La question est désormais de savoir ce que le SNP peut faire de cette domination politique sans précédent, dans la perspective d’une transition vers l’indépendance, qui demeure son objectif prioritaire.

Si l’unionisme est en retrait, et si les sondages montrent que l’option de l’indépendance a progressé depuis le référendum et constitue aujourd’hui une perspective envisageable – avec une opinion écossaise désormais globalement partagée à parts égales entre les deux positions antagonistes – les conditions qui rendraient réaliste un succès du « oui » à l’occasion d’un prochain référendum sur l’indépendance ne sont pas encore réunies. Certes un nouveau triomphe du SNP lors des élections à Holyrood aurait évidemment pour conséquence directe

de maintenir la question de l'avenir institutionnel de l'Écosse au cœur de l'agenda politique. Mais la direction du SNP apparaît tiraillée entre des pressions internes la poussant à inscrire un nouveau référendum sur l'indépendance dans son programme en vue des prochaines élections législatives et l'envie de ne s'engager qu'à coup sûr dans une telle démarche, ce qui suppose un soutien à l'indépendance dans l'opinion écossaise à un niveau nettement au dessus des 50% d'avis favorables, et ce sur une certaine durée. Le référendum à venir sur l'Europe pourrait éventuellement modifier la donne, en cas de victoire du camp du *Leave* en Angleterre et d'un résultat opposé en Écosse. Cette dernière situation constituerait un *game changer* pour les Nationalistes écossais, qui font clairement campagne pour l'option *Remain* et s'estimeraient en droit de proposer un nouveau référendum sur l'indépendance. Mais à l'heure actuelle il n'est pas du tout certain que le basculement de quelques électeurs écossais unionistes et pro-européens vers le camp du « oui » suite à un éventuel *Brexit* soit suffisant pour assurer une victoire des partisans de l'indépendance dans l'hypothèse d'un nouveau référendum sur le sujet.

Bibliographie

(tous les liens vers les sites internet étaient actifs au 30 janvier 2016)

BOGDANOR, Vernon (2001), *Devolution in the United Kingdom*, Oxford, Oxford University Press.

BROWN, Gordon (2014), *My Scotland, Our Britain. A Future Worth Sharing*, London, Simon & Schuster.

CAIRNEY, Paul (2015), « The SNP Has Blown British Politics Apart – and the UK Must Now Change If It Is To Survive », *The Conversation*, 8 May 2015.

CAMP-PIETRAIN, Edwige (2014b), *L'impossible indépendance écossaise*, Neuilly, Atlande.
— (2014a) *L'Écosse et la tentation de l'indépendance*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires de Septentrion.

CAMP-PIETRAIN, Edwige et LEYDIER, Gilles (dir.) (2016), *L'engagement en Écosse autour de l'enjeu de l'indépendance*, Revue L'Observatoire de la société britannique n°17.

CLARK, Tom (2014), « After Independence Defeat, SNP Looks Set for General Election Victory in 2015 », *The Guardian*, 26 December 2014.

CURTICE, John (2015c), « Scotland A Year on – A Divided Nation? », *What Scotland Thinks*, 18 September 2015.

— (2015b) « ICM Show How Labour is Failing to Reach its Target Voters », *What Scotland Thinks*, 23 March 2015.

— (2015a) « YouGov Show the Votes Labour's lost », *What Scotland Thinks*, 13 March 2015.

— (2014b) « How Scotland Voted », *Future of the UK and Scotland, Centre on Constitutional Change*, University of Edinburgh, 6 October 2014.

— (2014a) « So Who Voted Yes and Who Voted No? » *What Scotland Thinks*, 26 September 2014.

DUCLOS, Nathalie (2016), « The 2015 British General Election: a Convergence in Scottish Voting Behaviour ? », in *Revue française de civilisation britannique*, Paris, vol. XX, n° 3.

— (dir.) (2015), *Le référendum sur l'indépendance écossaise du 18 septembre 2014*, Revue française de civilisation britannique, Paris, vol. XX, n° 2.

- (2014), *L'Écosse en quête d'indépendance*, Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne.
- FISHER, Stephen (2014) « What the Scottish Independence Referendum Results Tell Us » electionsetc.com, 19 September 2014.
<<https://electionsetc.com/2014/09/19/what-the-scottish-independence-referendum-results-tell-us/>>
- GARDHAM, Magnus (2014), « Jim Murphy Pledges a Clause Four Moment to Seal the 'Refounding' of Scottish Labour », *The Herald*, 15 December 2014.
- GEOGHEGAN, Peter (2015), « How Labour Lost Ground to the SNP », *Vice*, 27 April 2015.
- HASSAN, Gerry (2015c) « Scotland and Britain have Changed: the 'Big Bang' of the Indy Ref and After », *Sunday Mail*, 13 September 2015.
- (2015b), « One Year On From the Indyref: Making the Scotland of the Future », *Open Democracy*, 4 September 2015
- (2015a), « The Tartan Tsunami and How It Will Change Scotland and the UK for Good », *Open Democracy*, 20 March 2015.
- (2014b), « We are One Scotland: Anatomy of a Referendum », *Open Democracy*, 27 September 2014.
- (2014a), *Caledonian Dreaming. The Quest for a Different Scotland*, Edinburgh, Luath Press.
- (2009), *The Modern SNP: from Protest to Power*, Edinburgh, Edinburgh University Press.
- HASSAN, Gerry et SHAW, Eric (2012), *The Strange Death of Labour Scotland*, Edinburgh, Edinburgh University Press.
- HENDERSON, Ailsa *et al.* (2014), « Risk and Attitudes to Constitutional Change », *Future of the UK and Scotland, Centre on Constitutional Change*, University of Edinburgh, 16 August 2014.
- JEFFERY, Charlie (2014), « The Referendum in Context », *Future of the UK and Scotland, Centre on Constitutional Change*, University of Edinburgh, 6 October 2014.
- KEATING, Michael (2015), « Can the Union be Saved from Unionists? », *Future of the UK and Scotland, Centre on Constitutional Change*, University of Edinburgh, 18 September 2015.
- (2009), *The Independence of Scotland. Self-government and the Shifting Politics of Union*, Oxford, Oxford University Press.
- KENNY, Michael (2015), « Referendum Echoes », *Future of the UK and Scotland, Centre on Constitutional Change*, University of Edinburgh, 16 September 2015.
- LEYDIER, Gilles (2015c), « Mobilisation (record) et polarisation (spectaculaire) de l'électorat écossais autour de l'enjeu de l'indépendance », in *Revue française de civilisation britannique*, Paris, vol. XX n° 2.
- (2015b), « Nationalisme, autonomie et indépendance en Écosse aujourd'hui », in Actes du Colloque international, *Autonomie et indépendances : le nationalisme au XXIème siècle*, Université Jean Moulin Lyon 3.
- (2015a) « Après le référendum écossais, la nouvelle donne politique », in Actes de la Journée d'études internationale, *Écosse et Grande Bretagne : les effets politiques et économiques du référendum écossais*, Université Lille 3.
- (2014), « Les nationalismes périphériques et l'enjeu européen », in BERBERI, Carine *et al.* (dir.), *Les partis nationalistes britanniques et la question européenne / British Nationalist Parties: Changing Attitudes to Europe?* Revue du Graat, n°16, Université de Tours.

- McEWEN, Nicola (2015), « Understanding the Surge », *Future of the UK and Scotland, Centre on Constitutional Change*, University of Edinburgh, 15 April 2015.
- (2014), « The Independence Referendum: Setback or Progress for the National Movement? », *Discover Society*, 30 September 2014.
- McLEAN, Iain *et al.* (2013), *Scotland’s Choices. The Referendum and What Happens Afterwards*, Edinburgh, Edinburgh University Press.
- MACWHIRTER, Iain (2013) *Road to Referendum*, Glasgow, Cargo Publishing.
- (2011), « The SNP has Steamrolled Scotland’s Political Map », *The Guardian*, 6 May 2011.
- MAXWELL, Jamie et TORRANCE, David (2014), *Scotland’s Referendum: a Guide for Voters*, Edinburgh, Luath Press.
- MITCHELL, James (2014), *The Scottish Question*, Oxford, Oxford University Press.
- REVEST, Didier (2014), *Independence for Scotland! Independence for Scotland?*, Newcastle, Cambridge Scholars Publishing.
- SMITH, Donald (2014), *Freedom and Faith. A Question of Scottish Identity*, Edinburgh, St Andrew Press.
- TORRANCE, David (2013), *The Battle for Britain. Scotland and the Independence Referendum*, London, Biteback Publishing.

Notice biographique

Gilles Leydier est Professeur de civilisation britannique contemporaine à l’Université de Toulon. Spécialiste de la vie politique britannique et de l’Écosse, il a écrit, dirigé ou codirigé de nombreux ouvrages sur les enjeux liés à l’autonomie politique et au nationalisme écossais, dont *L’engagement en Écosse autour de l’enjeu de l’indépendance* (2016), *Les partis nationalistes britanniques et la question européenne* (2014), *Le modèle britannique à l’épreuve de la dévolution* (2008), *La dynamique de la dévolution au Royaume Uni* (2008) et *La question écossaise* (1998). Il est président du Centre de recherches en civilisation britannique (CRECIB) et directeur de la revue scientifique *L’Observatoire de la société britannique*.

Biographical Information

Gilles Leydier is Professor of Contemporary British Civilisation at the University of Toulon. He is a specialist on British political life and Scotland, and has written, edited or co-edited numerous publications on the issues raised by Scottish political autonomy and nationalism, including: *L’engagement en Écosse autour de l’enjeu de l’indépendance* (2016); *Les partis nationalistes britanniques et la question européenne* (2014); *Le modèle britannique à l’épreuve de la dévolution* (2008); *La dynamique de la dévolution au Royaume Uni* (2008) and *La question écossaise* (1998). He is Chair of the *Centre de recherches en civilisation britannique* (CRECIB) and Editor-in-Chief of the scientific revue entitled *L’Observatoire de la société britannique*.